

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Extrêmes

Condamner une attitude extrémiste, et ses conséquences violentes, n'implique pas que l'on ferme les yeux sur les provocations qui la suscitent et l'entretiennent.

Ainsi, en Nouvelle-Calédonie, assassinats, attentats et prises d'otages doivent être fermement réprouvés. Mais il n'est pas possible de se satisfaire de la répression pure et simple que le gouvernement annonce, et d'accepter que la vengeance tienne lieu de politique. L'extrémisme de certains Canaques n'est que la réplique, désastreuse et terrible, aux excès et aux violences de ceux qui, à Paris et à Nouméa, prétendent défendre les intérêts de la France.

Depuis plus de deux ans, sous l'égide de Jacques Chirac, MM. Pons et Lafleur ont accumulé les signes de mépris, multiplié les provocations, en espérant qu'un référendum d'auto-justification couvrirait la violence de caste et les dénis de justice. Ce calcul cynique était faux, et la guerre civile serait son résultat si les conditions de la justice et du dialogue n'étaient pas de nouveau posées. C'est là un des enjeux majeurs du 8 mai.

Inquiétude

Le danger Le Pen



Résolument

**Non au
quinquennat !**

(p. 2)

Société

**Ce qui
a changé**

(p. 6-7)



Lubie

Encore le quinquennat !

Bien sûr, et c'est là l'essentiel, François Mitterrand affirme une nouvelle fois qu'il « ne prendra pas l'initiative » d'une réduction de la durée du mandat présidentiel. Mais, ajoute-t-il, « si une large majorité parlementaire et le gouvernement s'accordent sur une mesure de ce type, j'y souscrirai ». La menace continuera donc de planer tout au long du septennat, même s'il est probable que Parlement et gouvernement auront beaucoup d'autres sujets de préoccupation. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas rappeler notre hostilité totale au quinquennat.

CINQ FOIS NON

1) Le quinquennat priverait le pouvoir de son indépendance nécessaire. Elu en même temps que l'Assemblée, le président de la République ne serait plus que le chef d'un parti politique, et ne pourrait plus espérer se libérer de celui-ci. De fait, la fonction présidentielle se trouverait réduite et bientôt détruite, puisque le président deviendrait une sorte de super premier ministre.

2) Le quinquennat irait à l'encontre du souci de l'arbitrage et contredirait par

Une ombre, pas si légère, plane sur la Lettre que le président de la République a adressée à tous les Français: c'est l'allusion inutile et dangereuse au quinquennat.

conséquent l'exigence de justice sociale. Simple chef de parti, le président quinquennal ferait exclusivement la politique de son parti et de sa clientèle, sans avoir ni la possibilité ni le temps de se poser la question du bien commun.

3) Le quinquennat nierait le principe d'unité. Chef de parti et demeurant tel, le président de la République serait plus que jamais l'élus des uns contre les autres, incapable de sortir de la logique de l'affrontement tant le moment de sa réélection, ou de sa succession, serait proche.

4) Le quinquennat détruirait la continuité, déjà insuffisante, dont nous disposons. Sept années sont peu de chose pour mener à bien une politique, et François Mitterrand le sait bien puisqu'il a sollicité, malgré son envie de se retirer, un second mandat. La réduction de la durée du mandat interdirait toute mise en œuvre d'un projet de longue haleine, et inciterait à une gestion sommaire accompagnée d'une démagogie permanente.

5) La quinquennat ruinerait, enfin, toute idée de légitimité. Confondue avec les élections



■ Respecter l'esprit de la Constitution.

législatives, l'élection présidentielle perdrait son caractère spécifique, et le président de la République son statut particulier. Privé de son autorité propre, le chef de l'Etat redeviendrait un personnage inconsistent, sans prestige à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

A ces objections fondamentales - du moins pour ceux qui sont attachés à l'esprit de la Constitution voulue par le général de Gaulle - il faut ajouter le risque, non négligeable, d'élections législatives qui donneraient une Assemblée majoritairement hostile au président de la République. En ce cas, la cohabitation ne tournerait pas à l'avantage d'un chef de l'Etat diminué et aboutirait à une confrontation désastreuse.

Ces arguments n'ont jamais été sérieusement contestés et ce ne sont que de mauvaises raisons qui sont avancées. Faire « comme les Américains » ? C'est ignorer la spécificité de la constitution des Etats-Unis. Faciliter la réélection du président de la République et lui donner ainsi plus de temps ? En ce cas, il faut proposer un mandat de dix ans. En fait, une grande partie de la classe politique cherche simplement à obtenir une rotation plus rapide de la fonction présidentielle pour des raisons qui sont faciles à deviner. Aussi faut-il souhaiter que la réduction de la durée du mandat présidentiel reste ce qu'elle est depuis 1973: un serpent de mer.

Annette DELRANCK

royaliste ♦

SOMMAIRE: p.2: Encore le quinquennat ! - p.3: Le dilemme de Chirac - L'ouverture enfin... - p.4: Des idées et des hommes - p.5: Sous le regard de l'autre - 6/7: Une société en pleine évolution - p.8: Figures du totalitarisme - p.9: Le syndrome du camp des saints - p.10: La loi de Lévy - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 (1) 42.97.42.57
 Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
 Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
 (*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Piège

Le dilemme de Chirac

Il y a quelques mois, Michel Noir fit scandale à droite en écrivant qu'il vaudrait mieux perdre les élections plutôt que son âme. Jacques Chirac risque de perdre les deux.

Après les ambiguïtés chiraquiennes voici le temps des compromissions. Critiquant vivement les déclarations du président de la République sur le droit de vote des étrangers aux élections municipales, J. Chirac a repris les thèmes du Front national en accusant François Mitterrand de « proposer des réformes qui facilitent une certaine dissolution de notre société ».

Comme souvent, le candidat du RPR ne croit pas un mot de ce qu'il dénonce puisqu'il s'était lui-même prononcé en 1979 en faveur de la réforme proposée par le président de la République. Mais qu'importe les principes puisqu'il s'agit de gagner l'élection présidentielle, ou du moins d'assurer l'hégémonie du RPR sur l'ensemble de la droite. Malheureusement pour lui, le Front national a résisté à l'offensive chiraquienne tout au long de la campagne pour le premier tour, malgré les appels au vote utile et les tentatives de débauchages de Charles Pasqua. D'où la reprise très complaisante des thèmes lepéniste et les allusions à une introduction de la proportionnelle aux législatives (présentée pourtant il y a peu comme une atteinte aux prin-

cipes de la 5ème République) afin de ménager les sièges du Front national. Ce faisant, Jacques Chirac commet une double erreur :

- d'une part il donne de la crédibilité aux thèses de Jean-Marie Le Pen et, au lieu d'attirer les électeurs du Front national, il les conforte dans leurs certitudes. L'affaire de la réforme du code de la nationalité n'a manifestement pas servi de leçon.

- d'autre part, en s'efforçant de gagner des voix à l'extrême droite, Jacques Chirac en perd au centre: la réaction des Jeunes Démocrates sociaux après le marchandage qui a permis, grâce aux voix du Front national, l'élection d'un président UDF-PR en Franche-Comté, est significative à cet égard.

Voici le Premier ministre dans un piège, et le RPR placé devant un échec majeur qui pèsera sur son avenir. Pour éviter cette situation, il aurait fallu dénoncer franchement l'imposture lepéniste et tenter de répondre aux angoisses qu'il exploite abusivement. Jacques Chirac a préféré une démagogie lourde de conséquences.

Yves LANDEVENEC



Embellie

L'ouverture enfin !

Après un début de campagne quelque peu confus, tous ceux qui soutiennent François Mitterrand participent enfin à l'action commune.

On se fait parfois un monde de tâches très faciles. Ainsi, la présence active des royalistes dans la campagne pour François Mitterrand avait provoqué, dans les premiers jours, quelques blocages psychologiques chez certains. Ici et là, on s'arrêtait sur le mot, et sur les vieilles images qu'il évoquait, pour faire la sourde oreille. Il a suffi que les royalistes montrent, sur le terrain, ce qu'ils savaient faire,

ont, quant à eux, participé le lundi 18 avril à la manifestation qu'organisait « Marseille Fraternité » contre la xénophobie. Chaleureusement évoqué par les organisateurs, le nom de comte de Paris a été applaudi par les 6000 manifestants.

De même, sur le plan national, les difficultés que nous évoquions dans notre dernier numéro se sont applanies. Bertrand Renouvin a rencontré Pierre Bérégovoy le 12 avril.

OUI A LA FRATERNITE		
OUI A LA SOLIDARITE		
OUI A LA RENCONTRE, A LA COMPREHENSION DES COMMUNAUTES		
la nouvelle action royaliste marseille B.P. 2103 - 13024 Marseille cedex 1		

et dans quel esprit ils concevaient leur participation pour que tombent les dernières préventions.

On a pu constater que la Nouvelle Action royaliste ne cherchait ni à « récupérer » les actions locales ni à se faire valoir particulièrement, et que, fidèle à l'esprit de rassemblement, elle entendait simplement prendre sa part dans l'effort commun. De ce point de vue, les royalistes se flattent d'avoir participé dès le mois de février à la création de plusieurs comités « Avec François Mitterrand » et d'avoir été les premiers à coller des affiches dans un certain nombre de départements. Ils agissent maintenant dans le cadre des comités départementaux de soutien, participent à toutes les tâches de la campagne, et prennent régulièrement la parole dans les réunions. Nos militants marseillais

pour établir la liaison entre l'état major de campagne et notre mouvement et s'est entretenu quelques minutes avec le président de la République, qui lui a accordé une audience à l'Elysée le mercredi 20. Outre plusieurs réunions d'organisation et conférences de presse que nous n'avons pu annoncer en raison de nos délais de fabrication, notre directeur politique a pris la parole à Metz au cours d'une réunion organisée par le Parti socialiste et participera à de nombreuses réunions publiques au cours de la campagne pour le second tour. Il va sans dire que nous souhaitons que les gaullistes, les radicaux et les hommes de droite favorables à François Mitterrand soient, comme nous, présents et actifs dans la dernière phase de la campagne.

Yvan AUMONT

Point de vue

Des idées et des hommes

Certains redoutent que cette nouvelle victoire (personnelle cette fois, et non plus celle d'une coalition de partis) ne sonne tout à la fois le glas du dogme socialiste et de la doctrine libérale. Mais quelles idées mériteraient d'être retenues pour l'après 8 mai ?

Les idéologies ont vécu. Qui pourrait s'en plaindre, en dehors de quelques « boutiquiers » habitués à en faire étal ? Tout ce que notre siècle aura connu de « prêt à penser » égrenant de pauvres rimes en « isme » tombe en désuétude. Dans les esprits, si le fascisme demeure possible, c'est en fait pour mieux s'en prémunir. Qui oserait encore miser le moindre kopeck sur l'avenir radieux du communisme ? Le socialisme de la « rose au poing » sera long à se remettre de son triomphalisme de 1981. Le « libéralisme » conquérant de mars 86 n'a pas résisté longtemps à l'hégémonie d'un R.P.R. aussi envahissant qu'incompétent et incohérent.

L'intelligence et la force de F. Mitterrand, ce fut de savoir prendre ses distances avec les uns et les autres et de se placer dignement et sereinement en position d'arbitre, ayant su répondre à l'invitation que nous lui avions faite de « dépasser l'alternance » pour arracher la France aux ornières profondes où l'enlisaient - depuis Pompidou - de pernicieux clivages.

Certains ont voulu nous parler de barrisme ? Comment ne pas avoir vu qu'il avait fait « long feu » de 1976 à 1981 ?

Le gaullisme ? En 1969, De Gaulle a quitté la scène comme il y était entré : sur un coup de théâtre, comme savent les réussir les grands acteurs. Il nous avait avisé qu'il redoutait plus le trop plein que le vide. Ses héritiers putatifs ont dilapidé le legs en d'hasardeuses spéculations tandis que F. Mit-

Selon toute vraisemblance, parce qu'il est le seul à pouvoir unir la France, François Mitterrand sera réélu le 8 mai prochain. Mais après ?



■ Des thèmes plus porteurs que les vieilles lunes idéologiques.

terrand retrouvait par son propre cheminement les valeurs qui ont fondé la légitimité gaullienne, elle-même inscrite dans une continuité millénaire : des institutions stables, une indépendance nationale garantie par notre défense et notre diplomatie, une participation accrue des citoyens à la vie de la Cité.

Est-il utile de préciser que les lois Auroux et le droit d'expression des salariés ressemblaient plus à la participation que le pseudo capitalisme populaire de MM. Chirac et Baladur ?

L'apport capital du septennat écoulé aura été d'avoir fait comprendre aux Français qu'ils n'avaient plus rien à attendre de l'affrontement des idéologies : la réalité et les faits étant réputés plus têtus que les concepts. Certes la stratégie d'un affrontement gauche-droite - bien étayé idéologiquement - convient mieux à l'étroitesse d'esprit et à l'indigence d'imagination des politiciens, devant les grands problèmes de

l'heure. Mais comment ne pas voir qu'au-delà des idéologies, les Français sont plus enclins à souscrire à des valeurs qui ne sont la propriété d'aucun clan, plutôt qu'à des catéchismes ?

S'il y a aujourd'hui lassitude, voire exaspération, devant la focalisation de la campagne sur les personnes, cela tient essentiellement au triste spectacle que nous offrent les principaux protagonistes de la droite. On ne voit pas en effet sur quels thèmes ils pourraient se démarquer, mais on voit bien que l'élection de l'un ou de l'autre serait fort préjudiciable à notre avenir. C'est si vrai que par un curieux effet de contraste, leur platitude a soudain redonné un vernis d'homme d'Etat à V. Giscard d'Estaing.

Puisque seules des valeurs partagées par le plus grand nombre sont aujourd'hui en mesure de réunir les Français, on comprend facilement que F. Mitterrand soit le mieux à même de les faire prévaloir, en assurant la cohésion de la Nation.

Ce serait alors l'apport ca-

pital de son prochain septennat, dans la justice sociale, la solidarité, la liberté, le respect des droits de l'homme, le rejet du racisme, la sauvegarde des équilibres écologiques, tous thèmes aussi porteurs que de vieilles lunes idéologiques, sans en avoir la rigidité, et sans alimenter les sectarismes. Que la France s'unisse demain dans l'effort de construction européenne, qu'elle retrouve sa générosité et les moyens de son rayonnement, son exemplarité, ses vertus de fraternité et d'humanité, cela ne vaut-il pas tous les manifestes, tous les programmes électoraux, toutes les plate-formes partisans, toutes les fallacieuses promesses ?

Pour adhérer et faire adhérer un peuple à de tels desseins, les hommes semblent plus crédibles et plus fiables que les échafaudages intellectuels de circonstances. Encore faut-il qu'ils aient su acquérir quelque stature. Loin de nous désespérer, cette primauté de l'homme sur l'idée devrait conforter notre confiance dans nos facultés d'adaptation, sans lesquelles nous serions condamnés au triste sort des dinosaures ou des caciques de la place du Colonel Fabien.

Si les Français entrevoient le sillon que F. Mitterrand voudrait continuer de tracer, on admettra que son action, pour n'être pas doctrinale, ne s'inscrit pas moins dans la continuité de ce qu'on fait nos rois, quelques autres et de Gaulle... Ni celui-là, ni les autres, ne s'encombraient de projets électoraux, de programmes, de catalogues partisans. Il leur suffisait d'œuvrer pour « le bien commun » Et là se dessine la trame de l'éternelle idée monarchique, inscrite dans nos institutions depuis 1962.

Guy LECLERC-GAYRAU

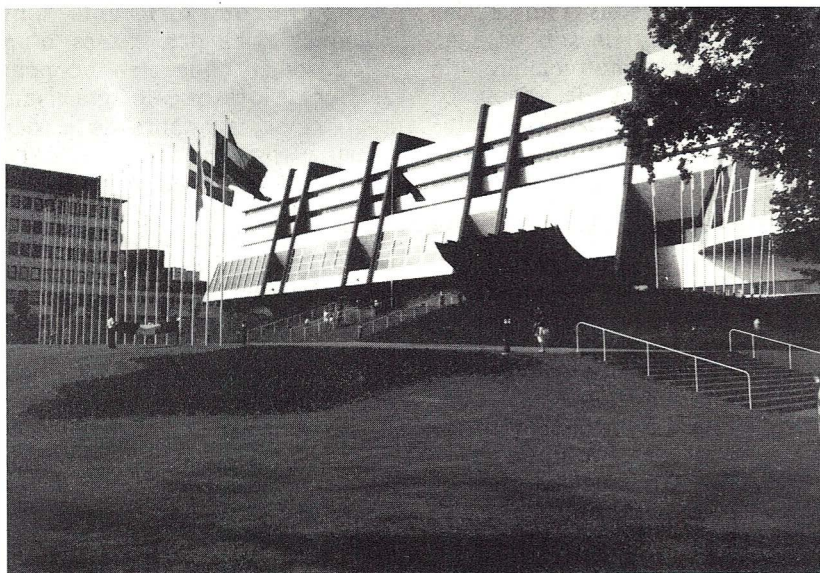
Campagne

Sous le regard de l'autre

La France a changé pour le regard de l'étranger. Mais le monde aussi a changé et change encore. La France a changé. Nulle part ailleurs on ne voit s'affronter un président sortant, un premier ministre sortant et un ancien premier ministre, trois responsables d'expérience. L'étranger nous envie notre alternance réussie puis notre «cohabitation» dont beaucoup ne donnaient pas cher il y a deux ans. Plus encore on se félicite chez nos voisins des douze que la vie politique française se banalise au sens où elle se rapproche des modèles en vigueur en Allemagne ou en Angleterre voire en Espagne, et ce du fait d'abord de l'évolution du P.S. L'hebdomadaire britannique *The Economist* vient de prendre parti ouvertement pour Mitterrand pour la raison principale qu'un succès de J. Chirac rejeterait les socialistes hors du pouvoir et risquerait de faire perdre le bénéfice de ce recentrage qu'il voit plus comme une maturation politique. C'est l'idée que l'Europe relativise les particularismes politiques nationaux, partis, constitutions, se rapprocheront comme les marchandises et les monnaies.

Curieusement, au même moment, les autres pays-continentaux se singularisent. Les débats publics entre conservateurs et réformateurs en URSS ou en Chine, la nette inflexion à gauche du parti démocrate révélée par la campagne des primaires, non seulement par le succès rencontré par Jackson mais par la personnalité du principal candidat, Dukakis, sorte de socialiste rooseveltien, vont à contre-courant de la tendance française et européenne. Les meilleurs observateurs américains l'ont relevé. C'est une des raisons pour lesquelles nos élections n'ont strictement aucun écho outre-

L'étranger ne se passionne pas pour nos élections présidentielles qui pourtant, cette fois depuis longtemps (1965) (1), ont sans doute l'étranger pour toile de fond principale.



■ Strasbourg, siège du Parlement européen - Le désengagement des deux Grands va entraîner des reclassements entre partenaires européens.

Atlantique ni en URSS.

Le temps paraît loin où Brejnev votait Giscard et où des candidats en France allaient chercher une sorte de bénédiction à Washington. Or c'est la première fois qu'il en va ainsi. Or les principales questions auxquelles le nouveau président sera confronté au cours du septennat se posent du fait de ce repli sur soi des deux grands «protecteurs» de la vieille Europe.

Les accords entre les deux Grands sur les conflits régionaux ne préfacent pas un nouveau condominium mais bien un isolationnisme parallèle. L'originalité du programme Dukakis aux Etats-unis est que pour la première fois un démocrate rejette l'interventionnisme extérieur. Sa préoccupation est de réformer le système

économique tout comme Gorbatchev de son côté. Nulle préoccupation de ce genre dans les projets des principaux candidats en France. Pour la bonne raison que ce qui attend la France en Europe est la conséquence de ce retrait des grandes puissances: combler les vides là où ils se produiront, s'assurer contre les risques de déstabilisation tant économiques que militaires, assumer sa place (2). Ceci va entraîner plusieurs reclassements entre partenaires européens. C'est le second angle sous lequel nos voisins regardent l'élection française. Le choix des Anglais en faveur de Mitterrand s'explique certes par le ressentiment à l'égard de la manière dont J. Chirac défend les intérêts nationaux dans les conseils communautaires. Il s'est mani-

festé aussi par les campagnes orchestrées dans le monde arabe contre la diplomatie toute particulière du ministre de l'Intérieur. On redoute de J. Chirac un certain activisme extra-européen. Mais *The Economist* révèle que l'on sait surtout gré à F. Mitterrand de sa politique allemande. Il est utile, y lit-on, que les homélies de Mme Thatcher invitant les Allemands à rester ancrés solidement à l'Ouest, soient relayées par un socialiste comme F. Mitterrand. Ses diverses initiatives, quoique critiquées dans le détail par la Dame de Fer (sursis à modernisation des missiles tactiques, brigade franco-allemande), ont eu pour effet d'ôter beaucoup de son venin aux idées de M. Genscher, de leur conférer un caractère européen au lieu qu'elles lui servent à des fins purement nationalistes pan-allemandes.

Le poids politique relatif de Londres décroîtra à proportion du désengagement américain. Le poids économique allemand déclinera parce que les économies d'échelle attendues du marché unique bénéficieront d'abord aux zones où des gains de productivité sont encore possibles. De nouvelles opportunités s'offriront donc à la France dans son rapport à l'Allemagne, à la fois politiques et économiques. Le discours sur le désarmement chez F. Mitterrand est d'abord un discours à consommation allemande et lui assure là-bas un appui sans réserve. On ne s'étonnera pas en revanche de trouver nos voisins nettement moins réceptifs à l'échéance de 1992.

Yves LA MARCK

(1) 1965 à cause de l'Europe agricole commune.

(2) C'est ce qu'a voulu dire F. Mitterrand quand il rappelle dans sa «lettre à tous les Français» (page 18) l'appel du roi Charles-Albert: «L'Italie se fera par elle-même». Oui l'Europe se fera par elle-même ou jamais. Nous reviendrons sur cette audacieuse comparaison.

Une société en pleine évolution

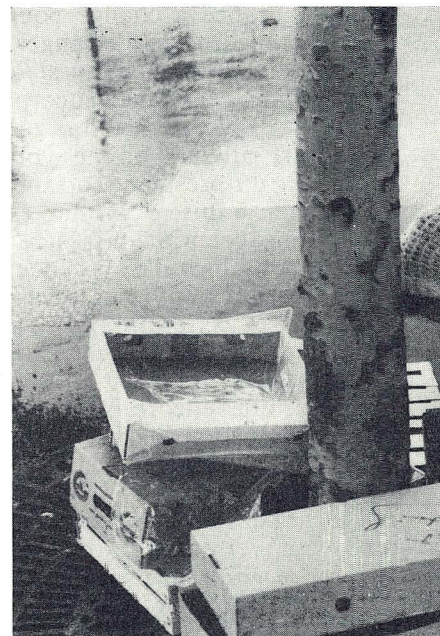
Loin des dénigrements et des apologies systématiques, qui sont le lot de toute campagne électorale, tentons de prendre de la distance en examinant notre société sous l'angle des transformations de son paysage politique, des mouvements de décomposition et de recomposition sociales, et de ses évolutions culturelles.

QUELLES REVOLUTIONS TRANQUILLES ?

Comme souvent dans la vie politique, les révolutions annoncées ne se sont pas produites, tandis que d'autres, déconcertantes, se faisaient jour ou se confirmaient. Ainsi le thème de la rupture avec le capitalisme semble appartenir à une autre époque et fait aujourd'hui l'objet de commentaires ironiques. Malgré les nationalisations, simples mesures techniques et politiques présentées comme panacée, il n'y a pas eu de transformation décisive des structures économiques et sociales. C'est au contraire à une restauration des valeurs capitalistes que nous avons assisté (la libre entreprise, le profit) sans que l'économie s'en porte mieux, sans que la société y trouve un dynamisme renouvelé. Ce renversement inattendu des conceptions, des méthodes et des valeurs a laissé la gauche désemparée, sans projet cohérent et obligée de se rechercher les voies et les moyens de la gestion la plus rigoureuse possible, alors qu'elle représentait, historiquement, l'espérance d'un changement radical.

Plus encore que le socialisme, le communisme, malgré la participation de ses représentants

au gouvernement, n'a pu enrayer son inéluctable déclin. Idéologie morte, référence à l'Union soviétique devenue déshonorante, déphasage par rapport au mouvement social, médiocrité des dirigeants sont quelques unes des causes d'un effondrement que rien ne peut arrêter. Alors que le marxisme avait cessé, au cours de la décennie précédente, d'être l'idéologie dominante, le communisme n'est plus un mouvement incontournable, ni sur le plan politique, ni sur le plan électoral. D'où la fin d'une thématique classique qui, sur fond de chars russes et de subversion bolchevique, avait assuré à la droite son confort politique depuis 1920. Un élément majeur de la guerre civile froide disparaît, qui semble annoncer une période d'apaisement. Il est vrai que les valeurs et les procédures démocratiques deviennent des références communes, tandis que l'arrivée de la gauche au pouvoir marque une adhésion très large aux institutions de la 5ème République. Malgré les multiples crises qui l'affectent, la société française trouve dans ce principe de légitimité constitutionnelle un solide point d'ancrage qui lui a probablement évité nombre de drames et de dérives. L'image d'un apaisement politique est cependant trompeuse: l'opposition de droite retrouve, par souci d'efficacité, les chemins de l'idéologie et s'engage, sous couvert de libéralisme; dans une politique dogmatique et sectaire qui, par ambition de reconquête du pouvoir, crée de nouvelles tensions. Cette logique de l'affrontement, cyniquement exploitée par la droite classique, profite moins à celle-ci qu'au Front national: comme si notre pays ne pouvait se passer d'un parti extrémisme, qui sert d'exutoire à son malaise, à ses colères et à ses peurs...

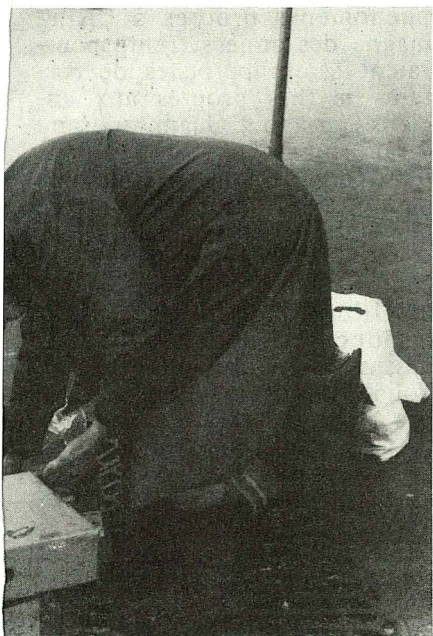


LE LIEN SOCIAL

Quant aux formes et à la force de la cohésion sociale, deux analyses s'opposent. L'une, pessimiste, décrit une société en voie de décomposition rapide, une logique inéluctable de l'atomisation sociale. L'autre, d'un optimisme nuancé, fait valoir les bienfaits d'un individualisme démocratique qui a détruit les grandes religions politiques, met à mal les organisations de masse, exclut le contrôle social et procure une marge croissante d'autonomie personnelle. Même si quelques faits majeurs sont écartés, ces deux thèses comportent des éléments de vérité puisque notre société est affectée par des mouvements rapides de décomposition et de recomposition dont les issues demeurent indécidables.

Souvent négligés dans les débats entre sociologues, l'Etat continue de jouer un rôle majeur dans le maintien de la cohésion sociale: pas d'indi-

Après avoir analysé la question syndicale avec Pierre Rosanvallon (n°490), puis la politique économique suivie depuis 1981 avec Alain Parguez (n°491), il s'agit maintenant de porter un regard d'ensemble sur les évolutions et les révolutions de la société française depuis sept ans, sans prétendre tout dire, ni tout interpréter. Du moins cette rapide description fera-t-elle apparaître quelques uns des problèmes que notre pays devra affronter dans un proche avenir...



pour eux-mêmes, une très dure condamnation.

A ce processus de division sociale il faut ajouter, parmi les facteurs de décomposition, l'éclatement et la dispersion de la classe ouvrière. Comme l'écrivait le comte de Paris dans son dernier livre, «la destruction des grandes forteresses ouvrières (la sidérurgie), les révolutions introduites dans le travail par l'informatique et la robotique ont bouleversé les repères tandis que le chômage et les emplois précaires aboutissaient à la marginalisation d'une partie du monde ouvrier. L'aggravation des conditions de travail et de vie (pour les femmes, les jeunes, les immigrants), l'insécurité de l'emploi, l'accroissement de la pauvreté et la délinquance qui en résulte ont créé un nouveau prolétariat, peu ou pas protégé par les syndicats, exclu de la société et considéré comme dangereux, auquel il faut ajouter le quart monde, encore plus démuné et privé d'espoir, qui représente, selon les estimations, entre 10 et 20% de la population nationale».

Une analyse en termes de division et d'atomisation sociales ne peut à elle seule rendre compte de la réalité. Deux siècles après la Révolution française, et malgré la logique égalitaire du monde moderne, notre société demeure hypocritement hiérarchique et fortement marquée par le corporatisme - dénoncé par François de Closets dans un livre retentissant et ambigu. Ce corporatisme, farouchement défendu par les syndicats, aggrave d'ailleurs la dualité sociale et remplace l'ancienne opposition en termes de classe par une séparation nette entre ceux qui sont protégés par leur statut et ceux qui ne le sont pas.

A ces données structurelles, il faut ajouter les mouvements de recomposition sociale, ou du moins les tentatives en ce sens qui ont eu lieu sur des plans très divers. Sans porter de jugements de valeur (nous l'avons fait pour chacun) sans pouvoir entrer dans ses analyses détaillées (nous en avons publié de nom-

breuses) il faut inscrire parmi ces mouvements de recomposition les manifestations en faveur de l'école privée (même si elles traduisaient aussi les aspirations individualistes des «consommateurs» d'école), la renaissance (ou la restauration ?) catholique exprimée par le cardinal Lustiger et par l'effet médiatique (donc ambigu) de Jean-Paul II, les mouvements constitués en vue de la solidarité nationale et internationale, pour la défense des droits de l'homme, et la grande révolte des étudiants et des lycéens de 1986, qui fut à la fois caractérisée par l'individualisme (souci des examens et de la carrière), la volonté égalitaire (refus de sélections supplémentaires) et par une intégration spontanément vécue des divers peuples (jeunes Français dits «de souche», enfants issus de l'immigration) qui constituent la réalité de notre pays.

Malgré leur importance, ces divers mouvements n'ont pas résolu la crise d'identité de la société française, qui s'est révélée de façon particulièrement négative et dangereuse dans la réaction xénophobe suscitée et exploitée par le Front national. Comme nous l'avons souvent montré, le succès de Jean-Marie Le Pen s'explique par le fait qu'il a su donner une cause (certes fictive) à l'angoisse diffuse, à un sentiment multiforme d'insécurité, et utiliser à son profit la nostalgie des valeurs perdues (messes traditionalistes, invocations patriotiques, etc.). Les déceptions seront à la mesure des illusions entretenues. Mais, pour le moment, le flot lepéniste continue de monter malgré le succès remporté par SOS Racisme et les organisations hostiles à une politique d'exclusion.

LA CULTURE A L'EPREUVE

Loin des fantasmes entretenus par le Front national, la question de la culture continue de se poser, en termes souvent polémiques. Malgré la tentative de la gauche triomphante, la

dénonciation de l'américanisation de la société a rapidement cédé le pas devant une apologie naïve de l'Amérique libérale et de la créativité publicitaire tandis que se multipliaient les «fast-food». A la mode américaine, à la célébration des vertus de l'individualisme, répondait voici un an le cri d'alarme d'Alain Finkielkraut qui entamait un débat loin d'être terminé. La privatisation d'une partie de l'audiovisuel, qui s'est traduite par un effacement des soucis culturels devant les exigences de la rentabilité donne spectaculairement raison à l'auteur de la «Défaite de la pensée», bien que le titre de ce livre puisse prêter à confusion: s'il est vrai que l'idée même de culture est devenue redoutablement confuse, s'il est vrai que le spectacle soi-disant culturel est d'une médiocrité croissante, la réflexion intellectuelle est d'une reconfortante vitalité en philosophie, en histoire, en épistémologie, en anthropologie, bien que le débat intellectuel se déroule trop souvent dans un milieu de plus en plus séparé de celui des gestionnaires et des politiques. Combler ce fossé est un des enjeux sous-estimés des années à venir, où nous aurons, face à l'échec des gestionnaires et à l'épuisement de nombreuses traditions politiques, à renouveler nos conceptions et nos méthodes.

Ce rapide coup d'œil fait en effet apparaître trois questions majeures pour les années qui viennent:

- celle du lien entre le développement économique, le progrès technique et la justice sociale.

- celle de la citoyenneté et de la nationalité, où se joue la concorde civile et l'avenir des départements et territoires d'outre-mer.

- celle de l'éthique, dans sa relation au pouvoir politique et à la puissance de la technique.

C'est dire que le conservatisme, de droite ou de gauche, est moins que jamais à l'ordre du jour.

Sylvie FERNOY

Analyse

Figures du totalitarisme

Au cours de ses longues recherches sur les origines de l'antisémitisme, l'historien Léon Poliakov a dû plus d'une fois s'interroger sur la façon dont fonctionnent, dans une société donnée, les mécanismes de la persécution.

Ces réflexions ont trouvé leur aboutissement dans les deux tomes de son essai sur «La causalité diabolique» (1). Il lui restait à éclairer les circonstances sociales et politiques concrètes qui ont favorisé le brutal développement du racisme en Europe entre les deux guerres. Telle est, entre autres, l'une des questions qui courent en pointillé derrière son dernier livre, intitulé, «Les Totalitarismes du XXème siècle» (2).

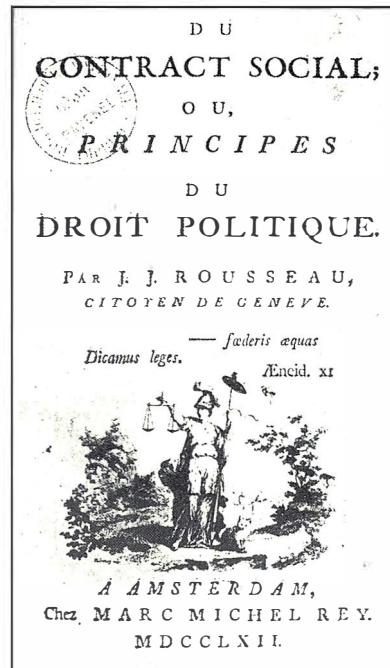
L'essentiel de l'ouvrage est consacré aux deux régimes qui

ont servi de modèle théorique à bien des spéculations hitlériennes. Toutefois ce fascisme n'est pas, pas plus que le franquisme espagnol, un véritable totalitarisme: s'il a été marqué par la dictature d'un chef et le règne du parti unique, il n'a jamais tenté de dominer réellement les esprits et ses victimes se comptent - horrible compte ! - plutôt par milliers que par millions.

Reste que la Russie et l'Allemagne, si elles méritent vraiment le nom de régimes totalitaires, n'en épuisent pas toutes les figures. L'histoire récente de l'Asie, depuis la seconde guerre mondiale, nous en fournit d'autres exemples.

L'un des intérêts de ce livre est de nous le rappeler: il comprend en effet un chapitre sur la Chine de Mao, dû au sinologue Jean-Pierre Cabestan, ainsi que d'utiles remarques de Léon Poliakov lui-même sur le Vietnam de Ho Chi Minh, le Cambodge de Pol Pot et la Corée de Kim Il-sung.

Je n'insisterai pas ici sur ce que Poliakov dit des origines intellectuelles du totalitarisme. Il n'est guère discutable, en effet, que celles-ci sont à chercher du côté de Rousseau, le Rousseau du «Contrat social», dont les thèses ont été inter-



■ Les origines du totalitarisme sont à chercher du côté du Rousseau du «Contrat social».

prêtées - dans un sens très biaisé, anti-libéral et anti-individualiste - par les philosophes allemands de Kant à Hegel en passant par Fichte et Schelling, lesquels ont à leur tour exercé une influence considérable à la fois sur le jeune Marx et sur tout un secteur de l'intelligentsia soviétique au XIXème siècle. C'est dans ce terreau que s'est épanoui le mouvement idéologique qui a abouti à la Révolution de 1917.

Mais la leçon la plus neuve du livre de Poliakov me semble résider dans la façon dont il démontre comment les figures du totalitarisme varient - parfois de manière importante - selon les pays et les traditions nationales dans lesquelles elles s'enracinent. En Chine, par exemple, la première théorie absolutiste de l'Etat remonte à des doctrines fort anciennes, les fameuses doctrines «légistes» écloses quatre cents ans avant notre ère. De même, bien des

phénomènes propres à l'Allemagne des années trente pourraient être rapprochés de certains mythes propres aux anciens Germains. Quant au grand virage qui a déterminé l'histoire ultérieure de la Russie, il date peut-être non de 1917 mais de l'époque de son occupation par les Mongols, qui réussirent à la couper du reste de l'Europe dès le XIIIème siècle.

Soucieux de s'élever au-dessus de l'événementiel, Léon Poliakov insiste à juste titre sur ces «longues durées». Elles permettent de comprendre bien des phénomènes actuels, dont il est d'ailleurs permis de craindre le retour dans le futur sous des formes à peine différentes. Encore faut-il s'efforcer de ne pas prendre les vessies pour des lanternes: Poliakov montre bien, par exemple, comment l'URSS s'est peu à peu transformée en régime «post-totalitaire» à partir de la mort de Staline, régime qui à son tour pourrait bien laisser place à des dispositifs inédits si l'expérience Gorbachev parvient à se développer.

Les philosophes qui dissertent souvent du totalitarisme sans prêter attention à sa complexité historique auront donc tout intérêt à lire ce livre. Certes les intuitions de Hannah Arendt, qui ouvrit en 1952 le grand débat sur le système totalitaire (3), et certaines analyses de Raymond Aron sont encore pertinentes, mais elles ne sauraient suffire à répondre à toutes les questions. On ne peut plus continuer à parler «du» totalitarisme comme s'il s'agissait d'une réalité simple. Il est indispensable de mettre ce terme au pluriel. Et urgent de le relativiser.

Christian DELACAMPAGNE

(1) Calmann-Lévy, 1980.

(2) Fayard, 1987.

(3) «Le système totalitaire» (Ed. du Seuil, 1972).

(4) «Démocratie et totalitarisme» (1965).

C'est avec plaisir que nous accueillons aujourd'hui dans nos colonnes Christian Delacampagne. Philosophe et écrivain, notre invité a publié plusieurs livres remarquables, dont «L'Invention du racisme» (Fayard, 1983).

possèdent le triste privilège d'avoir joué, en ce domaine, le rôle-pilote: Russie soviétique et Allemagne nazie. Entre ces deux blocs, une courte section évoque le fascisme mussolinien. On ne pouvait l'éviter, puisque ce fascisme a pris son essor à la faveur de l'exemple fourni par la révolution russe, et qu'il a à son

la nouvelle action royaliste

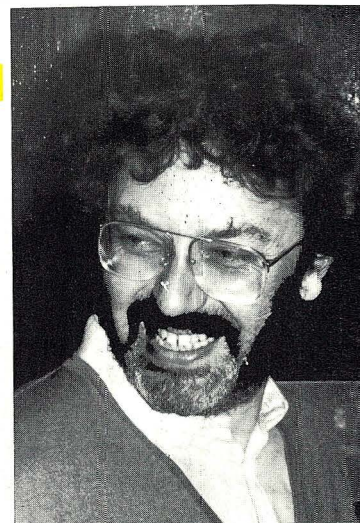
sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Le syndrome du camp des saints

■ Gérard Leclerc



Cela fait presque deux septennats, Jean Raspail publiait une sorte de roman-manifeste intitulé *Le camp des saints*. L'imagination et le talent indéniable de l'auteur de ce récit d'anticipation étaient au service d'un message destiné à affoler, voire à terroriser les populations d'Occident. Ils arrivent ! Ils arrivent par milliers, par millions ! Une flotte de navires couverts de nuées d'hommes hâves et faméliques s'approche des côtes de Provence. Bientôt, nous serons envahis, submergés, notre pusillanimité naturelle et notre humanisme sentimental nous interdisant le courage de nous opposer par les armes à cette migration abominable et fatale.

Nous ne fumes pas très nombreux, à l'origine, à nous indigner contre ce message de haine dont les ressorts étaient d'une rare perversité. Dans un article de ce journal, j'exprimais ma colère. Bertrand Renouvin devait consacrer à cet affreux bouquin un chapitre de son essai *Le désordre établi* (1). Nous pressentions un danger que beaucoup niaient avec conviction et dont nous avions analysé l'exacte nature à travers la résurgence de certaines théories racialistes et élitistes. Nous ne soupçonnions pourtant pas à l'époque qu'un fort courant xénophobes pourrait se constituer en parti politique, rassemblant des suffrages qui surpasseraient ceux du Parti Communiste. La menace nous paraissait alors concerner directement une partie de l'intelligentsia à la recherche d'une idéologie de rechange, opposant sa prétention scientifique à celle de la gauche marxiste.

L'idéologie populiste de Le Pen ne retrouve pas exactement tous les contours des théories de la nouvelle droite des années soixante-dix. Mais elle fait appel à des ressorts et à des motifs qui étaient ceux du roman *Le camp des saints*. Lors de son grand meeting de Marseille, le dirigeant du Front National prophétisait exactement sur le mode de Jean Raspail : « *Le temps est proche où les masses affamées du Sud vont envahir les pays du Nord. Croyez-moi, cette immigration ne sera pas pacifique* ».

Jouant tout à tour sur « *la vague déferlante d'une immigration misérable* » et sur la menace islamique, Jean-Marie Le Pen a d'ores et déjà rassemblé au-delà de l'extrême-droite traditionnelle une large partie de l'électorat de la crise, celui qui s'est trouvé le plus touché par les retombées des transformations économiques et qui se montre le plus sensible à la dénonciation de l'étranger. Le rôle d'arbitre qu'il peut exercer ainsi l'actuelle élection présidentielle le place, de façon inquiétante, au centre de la vie politique française. Ses thèmes, du coup, même lorsqu'ils sont rejetés par le plus grand nombre des hommes politiques et des citoyens, alimentent le débat public avec une sorte de force obsessionnelle. C'est pourquoi il est nécessaire, me semble-t-il, de lancer une vigoureuse offensive contre la thématique du camp des saints.

Le camp des saints, faut-il le rappeler, rassemble tous les hommes « valeureux », bien décidés à barrer la route à l'invasion déferlante, tous ceux qui, dicit Le Pen, ne veulent pas que la France devienne terre islamique. « *Nous, vivants, nous l'empêcherons* » profèrerait-il encore dans le stade de l'Olympique de Marseille. L'espace est donc bien partagé : d'une part les saints, de l'autre la masse famélique et déferlante. Impossible de sortir de cette dialectique infernale. A l'heure de l'extrémisme chiite, de la poussée intégriste bouleversant l'islam, qui pourrait se défendre du sentiment qu'il y a quelque chose de vrai dans ce type de discours, même s'il est un peu trop systématique ?

Ce discours est piégé, et on ne démontrera jamais assez sa nocivité. Le rejet dans une unique catégorie diabolisée « *des masses affamées du Sud* » constitue une monstruosité en même temps qu'une sottise absolue. S'il fallait le suivre à la lettre, il signifierait que nous mettons dans le même sac l'Iran de l'imam Khomeini, la Lybie du colonel Kadhafi, le Maghreb et l'Afrique noire francophone, ce qui relève du délire pur. C'est rejeter les liens de l'histoire, les affinités de culture, les solidarités effectives. C'est plus encore insulter l'avenir.

Dans un numéro récent du *Figaro-magazine*, en réponse aux questions que lui posait Henri Amoureux, le chef du Front National expliquait que, certes, il avait été Algérie française, mais que, depuis l'indépendance, les choses avaient complètement changé. C'était comme une femme aimée dont on avait divorcé ! Cette logique passionnelle est la plus antipolitique qui soit.

Un homme public qui persisterait à s'exprimer dans ces termes serait un danger redoutable pour sa nation, dont il sacrifierait les intérêts profonds à une sorte de dépit amoureux. Comme si, les intérêts profonds à une sorte de dépit amoureux. Comme si, entre l'Algérie et la France, tout s'était arrêté en 1962, ou tout aurait dû l'être ! Certes il ne faut pas sous-estimer les dégâts considérables, le passif d'une guerre qui fut cruelle pour tous, mais d'abord pour la population musulmane, les souffrances des pieds-noirs contraints à l'exil, le calvaire des harkis auxquels notre ingratitude n'a même pas donné les moyens d'une vie digne en métropole lorsqu'ils ont eu la chance de passer la Méditerranée. En dépit de tout cela, les affinités entre nos deux peuples, celle que l'histoire a tissées dans la douleur, constituent une chance prodigieuse d'avenir. Nous serions criminels de ne pas nouer des liens solides entre les deux rives de notre mer intérieure, justement dans le but d'éviter une dérive de l'ensemble du monde arabe vers l'extrémisme et la haine du monde occidental.

Comment ne saisissons-nous pas certains signes comme celui de la démocratisation du régime tunisien ? La constitution d'un véritable Etat de droit à Tunis serait le plus solide garant contre le débordement du fanatisme totalitaire. Mais c'est notre politique à l'égard de tout l'espace francophone, au-delà de tous les pays du tiers monde, parmi eux les plus défavorisés, qui pourra déterminer une autre alternative qu'un sanglant affrontement entre pays riches, jaloux de leur privilèges, et pays pauvres, ne cherchant qu'à se jeter sur les terres fortunées. La seule attitude responsable consiste à briser cette dialectique infernale et non à l'attiser jusqu'à la rendre inexpiable.

En ce qui concerne l'immigration intérieure, la même attitude responsable devrait viser à favoriser une intégration qui n'est nullement chimérique, eu égard aux données actuelles, et surtout au désir profond des jeunes de la seconde génération. Au contraire, appeler aux réflexes d'exclusion, c'est déchaîner des mécanismes de haine qui rendront l'atmosphère irrespirable dans ce pays. Le prétendu candidat du superpatriotisme est celui qui risque de nuire le plus à sa patrie. Ce n'est pas le moindre paradoxe de l'actuelle conjoncture politique. Le patriotisme éclairé commande donc de dénoncer sa malfaisance.

Gérard LECLERC

B. Renouvin, *Le désordre établi*, Stock, 1975, prix franco : 54 F.

Louis XVI

L'édit de tolérance

« Notre justice et l'intérêt de notre royaume ne nous permettent pas d'exclure plus longtemps des droits de l'état civil, ceux de nos sujets ou des étrangers domiciliés dans notre empire qui ne professent point la religion catholique... » Ainsi s'exprime le roi Louis XVI, dans l'exposé des motifs de l'édit de tolérance du 17 novembre 1787, pièce-maîtresse de l'exposition qui se tient actuellement à Paris (1).

Le promoteur de cette initiative est Jacques Charles, le dynamique président de l'association Louis XVI, à qui l'on devait déjà deux autres expositions: « Louis XVI et son image » et « Louis XVII », en 1986 et 1987. D'années en années, Jacques Charles s'attache avec talent, à restituer au dernier monarque de l'Ancien Régime, ses dimensions d'homme d'Etat et de prince réformateur.

Qui connaissait en effet, cet acte essentiel de son règne que constitue l'édit de 1787 ? Après plus d'un siècle de semi-clandestinité, les non-catholiques peuvent enfin professer leur foi au grand jour. C'est le retour au principe de la liberté de conscience qu'Henri IV avait établi avec l'édit de Nantes, funestement révoqué par Louis XIV.

A la veille du Bicentenaire, il était bon de rappeler que dès avant 89, la monarchie avait donné aux protestants et aux juifs de France, l'égalité avec les sujets catholiques. La Révolution, qui persécutera les prêtres et transformera les églises en temples de la déesse Raison, sera bien moins respectueuse des Droits de l'Homme...

Philippe DELORME

(1) « Louis XVI, du serment du sacre à l'édit de tolérance de 1787 » - Bibliothèque historique de la ville de Paris, 24 rue Pavée 75004 PARIS - du lundi au samedi de 10 à 18h.

Proférations

La loi de Lévy ?

Indéniablement « L'Hitlérien », le dernier roman de René-Victor Pilhes va plus loin que ses ouvrages précédents. Sans doute à cause d'un état d'urgence...

Après « La Pompéi » et « Les démons de la cour de Rohan », René-Victor Pilhes publie « L'hitlérien ». Si, dans ses romans précédents, le romancier se cachait derrière un personnage qui se voulait « spectateur non-engagé », aujourd'hui il lève le masque et tous ses lecteurs reconnaîtront, sous les traits d'Urbain Gorenfan, « écrivain anti-fasciste », un honnête homme victime de « la loi de Lévy » qui trouve irrespirable l'air du temps. René-Victor Pilhes - alias Urbain Gorenfan a pris des risques, dès la publication (en 85) de « La Pompéi » en posant crûment quelques questions dérangeantes, dénonçant par exemple la collusion entre certains juifs influents et « les pires milieux réactionnaires », ou s'élevant contre la façon dont les victimes d'Auschwitz traitaient la question Palestinienne... Malgré - ou à cause de - la dénonciation d'un « néo-pétainisme rampant », la réaction ne s'est pas faite attendre et le roman d'Urbain Gorenfan, « Les Convulsions » a subi un impitoyable boycott. L'axiome énoncé par B.H.L. « l'antisémitisme de demain, s'il doit vraiment revenir, sera antisioniste ou ne sera pas » s'est appliqué dans toute sa rigueur au cas douloureux de l'écrivain anti-fasciste qui avoue: « mes accusateurs juifs ont réussi à me culpabiliser à mort... » Cette accusation d'antisémitisme l'obsède et le conduit à mener un examen de conscience qui se traduit en quelques pages poignantes.

N'est-ce pas par ressentiment personnel que l'écrivain s'est attaqué ainsi au lobby juif ? La question palestinienne ne serait-

elle qu'un alibi ? N'est-il pas devenu réellement antisémite ? La rencontre, lors d'un festival consacré à Malher, d'un ancien collègue, hitlérien impénitent, n'est qu'un prétexte pour raviver ses tourments et les pousser au paroxysme.

Gorenfan constate avec une immense amertume que les idées de Nomen ont progressé et infiltré les milieux libéraux alors que lui-même n'a plus envie de défendre les siennes, découragé par l'inertie de « la gauche petit-bras », « la gauchette bien-pensante »... Il faut donc toute l'attention bienveillante de son entourage ariégeois (ses amis, sa mère, ancienne résistante, ses enfants) pour qu'il ne sombre pas dans le désespoir...

Car René-Victor Pilhes est un provocateur, c'est-à-dire quelqu'un qui donne de la voix avant les autres, qui attise les mauvaises consciences, qui alerte. « Nos descendants verront bien où mènent tant de confusion et de démission... » Et s'il n'accepte pas de se soumettre à la loi de Lévy, c'est précisément pour éviter à Israël de devenir un jour « un Etat fasciste, sentinelle avancée de l'Occident en Orient, tout comme un Pinochet en Amérique du Sud ».

Les Convulsions, l'ouvrage d'Urbain Gorenfan (en réalité les deux derniers romans de René-Victor Pilhes) n'avait pour but que de « réveiller la vigilance des démocrates » et prévenir la vague d'antisémitisme qui menace nos sociétés assoupies. A la lumière d'événements récents, on peut se demander si Pilhes-l'Imprécateur n'avait pas raison, et si l'attitude des ultras en Israël ne va pas finir par



réveiller d'abjectes passions. La conscience occidentale saura-t-elle éviter longtemps de sinistres dérapages lorsqu'on apprend par exemple que M. Rabin, ministre israélien de la défense a rappelé « que les soldats pouvaient maintenant tirer directement sur tout lanceur de cocktail Molotov et que les colons juifs dans les territoires étaient autorisés à agir de même » (1).

Que les fidèles lecteurs de Pilhes se rassurent: son roman est un véritable roman, et ils retrouveront sa « sa façon inimitable d'utiliser des mots ordinaires et vieillots » et les thèmes chers à l'auteur (enterrements fantastiques, paysages « loumaires » et bonnes tables).

Rémy TALBOT

René-Victor Pilhes L'hitlérien, Albin-Michel, prix franco: 89 F.
(1) L. Monde 24 mars 1988.

MERCREDIS DE LA NAR

Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un confrencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 27 avril - En écrivant «Du bon gouvernement» Jean-Claude BARREAU avait pour ambition d'aider ses semblables à «jauger ce que vaut le pouvoir et ce qu'il fait». Son étude, dépourvue de tout préjugé, clarifie les concepts essentiels du pouvoir et de la démocratie. Son discours cohérent ne nous apparaît en rien contraire à notre propre cohérence royaliste d'où l'intérêt certain du débat que nous aurons avec lui !

Mercredi 4 mai - Paru il y a déjà trois ans, le livre d'Antoine GARAPON n'a pas connu le succès qu'il aurait mérité. Et c'est dommage car «L'âne portant des reliques» est une étude passionnante sur la Justice et son rituel. Jeune magistrat, à la fois homme de culture et praticien, l'auteur a su, sous la poussière du décor un peu «rétro» de notre appareil judiciaire, dégager le sens des symboles et en révéler la valeur et l'importance. Contrairement à certaines idées reçues il pense que ce rituel est le garde-fou indispensable pour l'administration d'une justice sereine. Bien loin de vouloir l'abolir il plaide pour que notre société le réhabilite et en reprenne la maîtrise.

Minitel

Un succès qui ne faiblit pas

Depuis presque un an, la NAR est dotée d'un service minitel grâce auquel il est possible de nous interroger et de dialoguer avec nous. Ce service rencontre depuis un franc succès.

Début mars, «Démocratie directe», l'organisme qui gère notre service minitel, changeait de serveur au profit d'un appareil plus puissant. Parallèlement elle étendait son service à d'autres partis politiques. Pour mesurer notre audience et l'intérêt que portent les usagers à notre mouvement il est intéressant de comparer le nombre de questions reçues depuis cette date par les onze partis qui sont actuellement hébergés sur «Démocratie directe». Le tableau que nous publions ci-contre est suffisamment parlant pour qu'il se

passse de tout commentaire !

Les questions qui nous sont posées sont d'une telle variété qu'il est bien difficile de faire des statistiques sur les centres d'intérêt de nos interlocuteurs. Bien sûr, nous avons eu beaucoup de questions sur les raisons de notre participation à la campagne électorale de François Mitterrand, mais celles sur la monarchie, le fonctionnement de la NAR, l'histoire du royalisme et la famille de France ne manquent pas non plus.

Outil de communication privilégié, le minitel est maintenant devenu un moyen important pour mieux faire connaître notre mouvement et nos idées. Nos lecteurs peuvent facilement contribuer à développer encore son audience en participant à notre campagne de promotion à l'aide des autocollants que nous mettons à leur disposition.

N'hésitez pas à nous en commander.

Yvan AUMONT

MINITEL

Nombre de questions validées entre le 1er mars et le 18 avril.

1) Les Verts	102
2) N.A.R.	92
3) M.P.T.T.	50
4) Parti communiste	15
5) Front National	13
6) Ligue Communiste	12
7) C.D.S.	7
8) R.P.R.	6
9) Perspectives et réalités	1
10) Juquin	0
11) P.S.	0

Tarif des autocollants: 50 ex. : 29 F - 100 ex. : 50 F - 200 ex. : 88 F - 300 ex. : 98 F - 500 ex. : 110 F.

Souscripteurs (3ème liste)

F.GOHARD 100F - Mme F.PERCEVAULT 250F - Mme BASTAIRE 1000F - B.P. CARRIOU 100F - T.ROUDET-HAQUETTE 150F - R.AKRICHE 200F - C.FLEURY 200F - Y.LEMAIGNEN 200F - P.J. DURBIE 100F - N.COL 100F - F.J. WOLLBRETT 200 F - H.RUTSCHMANN 100F - Y. de PRUNELLE 1000F - Dr.J. BARRAUD 100F - J.M.NECTOUX 150F - J.GOUBY 100F - R.de ROCQUANCOURT 50F - Ch.MORY 200F - G.LERES 500F - Cte de SAINT LOUP 100F - J.M.RITTIE 300F - Ph.PARISY 50F - D.AILLOUD 100 F - P.JOUAULT 150F - S.B.AVICE 100F - A.SOLARI 157F - Ph.LECOURT DE BILLOT 200F - M.MAZZELLA 350F - Mme AUBOYNEAU 50F - Abbé LEBURTON 160F Ph.CLAVEL 30F - Mme VERDONC 121F - R.A. 20F - B.SONCK 130F - N. SERKHANE 150F - E.OZENNE 60 F - F.de BOIGNE 300F - C.FROMENT 150F - J. SALOMA 850F - B.CARIOU 100F - S. KOJFER 100F - D.CHAPAL 1000F - B. LECLERCQ 100F - A.BOUJELAL 400F - D.BILLEBAULT 150F - C.AYACHE 900F - P.FEYDEAU 120F - O.HALKIN 350F - E.DESPLANET 100F - J.LEPINE 150F - F.AUBIGNY 1000F - M.GAVINET 120F - C.GRUSON 400F - J.de LUCE 160F - M.VERLIET 30F - Un ancien socialiste 750F - S.LANCELIN 150F - P.BRUZIERE 350F - S.GARREAU 75F - H.POIREL 1200F - J.SCHLUMBERGER 100F - M. DOUCET 150F - Un ancien du «Courrier royal» 600F - J.ROUX 100F - T. BERNARDIN 300F - S.LEFRANC 150F - J.PANAFIEU 120F - O.GUYOT 800F - G.LEON 100F - B.SCHILL 350 - T.GUERIN 25F - B.THOMASSET 1000F - Trois lycéens 150F - R.EL MANSOUR 400F - C.COHEN 100F - C.DIDELOT 650F - H. JAGER 50F - M.LAFARGE 300F - P. MALZAC 100F - A.MASSON 1000F - P.PENNES 90F - M.TOUBOULT 400F - R.WELLE 60F - B.BOUDET 150F - G. PESSON 100F - J.JUHEL 800F - B. AMOSSE 50F - J.M.LACROIX 100F - H.MILLERON 450F - J.STEVENS 100F - L.BEUCHER 150F.

Total de cette liste 25.828 F
Total précédent : 24.640 F
Total général : 50.468 F

Merci !

Merci à tous ceux d'entre nos lecteurs qui ont déjà répondu à notre appel et dont nous publions ci-dessus la 3ème liste de noms. Notre souscription a maintenant dépassé le cap des 50.000 F. Rappelons que l'objectif fixé, pour couvrir les frais exceptionnels que nous avons déjà engagés, est de 84.500 F. Lorsque l'on voit les sommes gigantesques qui sont investies et gaspillées par les grands partis dans la campagne électorale, la somme qui nous reste à trouver (35.000 F) semble dérisoire et pourtant elle nous est absolument indispensable pour que notre budget 1988 reste équilibré en dépit de l'effort exceptionnel de propagande que nous fournissons actuellement.

Alors ne relâchez pas votre effort et donnez-nous les moyens de poursuivre le nôtre en versant votre contribution à la souscription.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom:

Prénom:

Date de naissance:

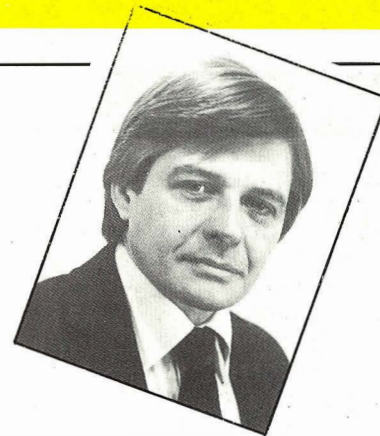
Profession:

Adresse:

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

La droite face à Le Pen



Ces résultats du premier tour, nous les accueillons avec autant de confiance que d'inquiétude. Confiance quant à l'issue de la consultation, même si les jeux ne sont pas encore faits. Inquiétude devant l'ampleur du succès remporté par le Front national, qui vient malheureusement confirmer les craintes que nous n'avons cessé d'exprimer depuis l'élection municipale de Dreux.

Ainsi, qui oserait soutenir, au soir du 24 avril, que l'élection présidentielle de 1988 est dépourvue d'enjeux ? Inédite, et fâcheuse quant au bien de l'Etat, la confrontation entre un président de la République et un Premier ministre en exercice, nous permet du moins d'apprécier les qualités politiques des deux candidats et de mesurer exactement les chances ou les risques qu'ils font courir à notre pays. La période de cohabitation a montré, et la campagne électorale a confirmé que l'affrontement entre François Mitterrand et Jacques Chirac ne se réduisait ni à une différence entre deux tempéraments politiques, ni à une opposition entre deux méthodes de gestion, et qu'elle ne s'inscrit pas seulement dans l'habituelle dialectique entre la droite et la gauche.

MENACES

L'enjeu du 8 mai concerne ce qui nous importe le plus: le service de l'Etat, l'unité du pays, la cohérence de notre société - qui implique le respect de la dignité et de la liberté de chacun de ses habitants. Dans tous ces domaines, le vote en faveur de Jacques Chirac représente un très dangereux pari. Sans doute, nul ne peut exclure qu'une fois élu le chef du RPR prenne toute la mesure de la fonction présidentielle, sente peser sur lui notre histoire millénaire et s'inscrive dans sa tradition, puis se délivre de son parti, des intérêts qui le soutiennent, des clientèles qu'il n'a cessé de flatter. Mais l'attitude du Premier ministre depuis deux ans, et sa conduite pendant la campagne électorale, ne plaident pas en faveur de cette hypothèse.

S'il avait compris la capacité de nos institutions à porter l'homme élu au-delà de lui-même, s'il s'était préparé à passer de la situation de chef de parti, à

celle de Président, Jacques Chirac aurait été un tout autre Premier ministre, et un tout autre candidat. Qui a le sens de l'Etat ne compromet pas sa dignité dans des opérations douteuses qui affectent la réputation de la France à l'étranger. Qui a vocation à exprimer l'intérêt général ne livre pas à ses agents et à ses clients des entreprises privatisées sous prétexte de libéralisme. Qui a le souci de la justice ne porte pas atteinte à son indépendance pour régler des comptes politiques et protéger ses amis. Qui désire l'unité du pays, le maintien de la paix civile, ne mène pas une politique provocatrice en Nouvelle Calédonie, ne laisse pas la situation se dégrader en Corse, et tente de rétablir les conditions de la justice sociale. Qui respecte les habitants de notre patrie, Français de longue date ou en devenir, hôtes de toutes origines et de toutes croyances, ne propose pas une réforme du code de la nationalité inspirée par la volonté d'exclure et ne refuse pas de répondre à ceux qui, tels France Plus et SOS Racisme, l'interrogent sur sa politique de l'immigration.

Le statut des immigrés, leur place dans la cité, l'intégration de leurs enfants dans la société: telles sont les questions les plus lourdes de sens de la campagne électorale puisque s'y rejoignent l'éthique et la politique, l'économie et la démographie, l'image de la France dans le monde et nos liens avec nombre de pays. Là encore, Jacques Chirac a agit avec une désastreuse inconscience à l'égard de la nation et, aussi, de la famille politique dont il se réclame. De la droite, qu'elle s'affirme gaulliste ou qu'elle soit libérale, nous sommes en droit d'attendre une pleine fidélité aux valeurs qu'elle proclame: le sens de l'honneur, le respect de la tradition nationale, la défense de l'unité du pays. Face à la xénophobie du Front national, le rôle de la droite libérale, gaulliste ou démocrate-chrétienne était, comme l'ont montré Simone Veil, Michel Noir et Bernard Stasi, de refuser tout compromis avec Jean-Marie Le Pen, de s'inscrire dans la double tradition monarchique et républicaine du jus soli, de lutter contre toute discrimination à caractère racial. Par ses ambiguïtés et ses complaisances, dans

ses projets de réformes et dans ses discours, Jacques Chirac a au contraire renforcé la crédibilité des thèmes du Front national et, à droite comme à gauche, chacun doit redouter qu'il noue un pacte infamant avec le Front national. Tout compromis, toute concession à l'égard de Jean-Marie Le Pen serait plus qu'une erreur tactique: une faute politique qui pourrait créer les conditions d'une tragédie nationale.

CERTITUDES

Au fil des questions posées et brièvement examinées, voici que l'enjeu se précise: ce n'est pas parce qu'on est «de droite» qu'il faut voter pour Jacques Chirac, puisque celui-ci n'est pas fidèle aux principes dont il se réclame. Voter pour François Mitterrand ne signifie pas qu'on se situe nécessairement «à gauche» puisque le président de la République offre, face à la versatilité, aux compromissions et au cynisme de son adversaire, des certitudes et des possibilités qui valent pour l'ensemble des citoyens:

- nous avons la certitude que l'état de droit sera garanti, outre mer comme en métropole, dans les institutions politiques comme dans l'exercice de la justice.

- nous avons la certitude que le pouvoir politique demeurera indépendant des puissances financières et des groupes d'intérêts.

- nous avons la certitude que la dignité de chacun sera respectée, et qu'aucune concession ne sera faite au racisme et à la xénophobie.

- se dessine aussi la possibilité d'une plus grande justice sociale, malgré les erreurs passées et l'impitoyable logique de l'économie.

- se confirme enfin, au gouvernement et dans le pays, la possibilité d'un rassemblement sans exclusives autour d'objectifs de politique nationale et internationale réunissant des représentants de plusieurs familles politiques.

C'est dans le souci de notre pays et par fidélité à nous-mêmes que nous voterons, le 8 mai, pour François Mitterrand.

Bertrand RENOUVIN